L'hon. M. Johnson demande pourquoi on veut la naturalisation? Veut-on que le pays se remplisse d'une foule de Fenians qui ne sont guère mieux que des bêtes sauvages?

Sir John A. Macdonald propose en fin de compte que l'ordre portant troisième lecture du bill soit annulé et que la Chambre se forme en comité pour étudier la mesure en vue de la modifier. Adopté.

La Chambre se forme en comité et modifie le projet de loi. Les amendements sont lus pour les 1^{er} et 2^e fois et le projet de la loi est adopté.

DE NOUVEAU EN COMITÉ DES SUBSIDES

L'hon. M. Rose propose que la Chambre se forme de nouveau en Comité des subsides pour l'étude des crédits de 1868-1869.

L'hon. M. Holton demande si on a l'intention de procéder à l'étude des crédits qui ont trait au projet d'un nouvel état-major de la milice. Ces postes d'officier ne sont pas encore créés et il serait mal et serait irrégulier de voter des crédits pour un service dont la nécessité n'a pas encore été démontrée. Si l'étude de ces crédits était différée jusqu'à ce que les résolutions relatives au bill de la milice aient été adoptées, peut-être pourrait-on éviter ainsi une double discussion.

Sir John A. Macdonald prétend que ce serait malcommode. Si les résolutions relatives à la milice n'étaient pas adoptées, ces crédits deviendraient inutiles.

Sir G.-É. Cartier dit qu'il ne proposera l'adoption de ces crédits que si les résolutions relatives à la milice sont adoptées.

La Chambre se forme alors en comité et adopte les crédits suivants—milice et canonières, crédits 44 et 45.

Les quatre crédits qui suivent sont extraordinaires selon le ministre de la Milice, surtout celui qui a trait aux casernes, aux loyers, etc., \$800,000. Il dit que ce crédit doit être diminué grâce à une meilleure entente avec le gouvernement impérial. Les autres crédits sous cette rubrique sont adoptés, de même que celui qui a trait aux pensions, \$17,225.22.

Sur le crédit relatif au matériel roulant, extension vers l'Ouest du *European and North American Railroad*, \$120,000.

M. D. A. McDonald demande de plus amples renseignements. La somme est énorme.

L'hon. M. Holton dit qu'il a été démontré lors d'un débat antérieur que la Nouvelle-Écosse a déjà dépassé de un million et quart l'allocation prévue sous le régime de l'Acte d'Union, tandis que le Nouveau-Brunswick a dépassé la sienne de trois quarts de million. D'ailleurs, pourrait-il ajouter, l'ancienne pro-

vince du Canada ne votait jamais, comme on propose de le faire ici, des sommes aussi considérables avec une telle munificence. Que les députés du Nouveau-Brunswick, qui approfondissent toujours ces questions et exigent qu'on fasse preuve du sens de l'économie, s'assurent que la Chambre ne soit pas invitée à être trop insouciant, ni trop prodigue. Pour sa part, il ne sait rien des chiffres.

M. Savary dit qu'il est vrai que les dettes des Maritimes dépassent le niveau qui avait été autorisé lorsqu'elles sont entrées dans l'union, mais Québec et Ontario sont dans la même situation.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Reprise de la séance

DIVERS PROJETS DE LOI FRANCHISSENT UNE ÉTAPE

Après la deuxième lecture et l'étude en Comité plénier, rapport est fait des bills suivants: Loi constituant en société la *Merchants' Express Company du Dominion du Canada*, modifiée par le comité de la banque et du commerce—M. A. Morrison; Loi constituant en société la *Canada Shipping Company*, modifiée par le comité de la banque et du commerce—M. Workman; Loi constituant en société la Banque de l'Agriculture, modifiée par le comité de la banque et du commerce—M. White.

Les projets de loi suivants sont lus pour la 2^e fois, étudiés en comité, lus pour la 3^e fois et adoptés:—Loi confirmant un certain règlement adopté par le conseil d'administration de la *Lake Memphremagog Navigation Company*, modifiée par le Comité de la banque et du commerce—M. Colby; Loi modifiant les lois relatives à la *Niagara District Bank*—M. Street.

LA RÉGIE INTÉRIEURE DE LA CHAMBRE

Sir John A. Macdonald présente un projet de loi ayant trait à la régie intérieure de la Chambre des communes.

DE NOUVEAU EN COMITÉ DES SUBSIDES

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Sur le crédit relatif aux subventions aux chemins de fer du Nouveau-Brunswick,

L'hon. M. Holton demande de plus amples renseignements et souligne la nécessité de prendre les mesures de précaution qui s'imposent de crainte que, une fois les subventions dépensées, les compagnies ne se voient incapables de faire face à leurs obligations et que le gouvernement du Dominion ne se trouve en face de travaux inachevés.

Après certaines observations de l'hon. M. Fisher: